

Siégeaient pour la CGT: Julien Caumon / Clémence Mollar / Gaëtan Bourdoncle

Avant les débats, les élus ont lu la déclaration liminaire syndicale ci-dessous:

Monsieur le Président,

Après l'épuisement des corps et des esprits, c'est désormais la colère qui gronde. Dans la note du 13 juillet 2023, la Direction Générale adresse un rappel du caractère facultatif des ponts naturels et appelle clairement à les limiter.

Elle joue du battage médiatique sur la chaotique campagne de déclaration pour faire porter la responsabilité aux jours fériés et ponts du printemps, dont le pont naturel du 19 mai 2023. Une seule journée de fermeture, à la fin d'une campagne déclarative harassante, aurait donc tant grévé notre efficacité qu'il faudrait y mettre fin ?! Ce pont, pratiqué depuis longtemps, serait donc LE responsable ?!

On ne compte plus le nombre d'arrêts maladie, les burn-out, ni les services en détresse. Mais nos directeurs s'en fichent. Point de mots, ni de réflexion sur le manque criant d'agents, sur l'inefficace NRP ; encore moins sur la chaotique mise en place de GMBI. Ils préfèrent leurs techniques de communication pseudo-bienveillantes à la prise en compte réelle de nos difficultés. Combien de fiches de signalement, combien de droits d'alerte devront être déposés pour que la DG se remette en cause ?

Les directions locales ont déjà leurs ordres pour 2024 et plus grave, il y aurait eu concertation au niveau régional pour ne pas accorder le pont. C'est dire votre respect du dialogue social local !

Pour la CGT Finances Publiques, les agents n'ont pas à être les boucs-émissaires d'une politique qui a fermé près de 60 % des structures en 4 ans et qui a supprimé 30 % des emplois en 20 ans.

Mais pour la Direction, peu importe si les troupes sont exsangues. Elle démontre une fois de plus un manque d'empathie, une déconnexion totale avec ses troupes. Combien de temps encore Fournel et ses comparses vont-ils continuer à se couper des agents de terrain qui continuent bon gré mal gré à faire tourner la machine ?!

Les agents ont pourtant besoin d'un fort soutien en cette période compliquée et d'avoir confiance en leurs dirigeants. Mais ce n'est plus le cas et les résultats négatifs de l'observatoire interne en sont le reflet.

Monsieur le directeur départemental, vous prétendez être à l'écoute des agents au fil de vos visites dans les services. Vous semblez avoir pris la mesure du malaise ressortant du bilan de l'observatoire interne. Nous demandons que vos actes soient conformes à votre discours : ne vous rendez pas complice en appliquant les directives d'une Direction Générale fermée à toute marque d'empathie envers ses agents et enfermée dans une spirale de flagellation des fonctionnaires pour éviter d'assumer ses erreurs.

Ne supprimez pas ce pont naturel. Ne faites pas payer à vos agents les conséquences d'années d'errements ministériels en les privant d'une journée de répit. Envoyez-leur un message fort, celui d'une direction locale consciente de leur réalité de travail, concernée et cohérente. La suppression de ce pont naturel ne règlera pas le problème, bien au contraire. Nous ne sommes pas dupes, ayez le courage de montrer que vous non plus.

A l'issue de la lecture des liminaires, nous avons évoqué la pétition qui a circulé dans les services et qui a obtenu 218 signatures sur un total de 289 agents dans le département. Cette mobilisation massive des agents marque bien une désapprobation générale et une grande colère face au manque de reconnaissance de notre Direction.

Nous avons réitéré notre opposition et exprimé notre désaveu d'un M. Fournel qui usurpe encore à nos yeux un poste qu'il ne mérite plus de par ses erreurs, son manque d'empathie et son aveuglement.

M. Oziols a tenté de nous expliquer qu'il était bien conscient des problèmes engendrés par cette décision de suppression du pont de l'ascension mais qu'il resterait "légaliste" en obéissant aux injonctions de la Direction générale.

Il n'a pas nié que les directeurs départementaux de l'Occitanie s'étaient réunis pour convenir d'une position commune.

Pour lui, la note du 13 juillet 2023 est sans équivoque et lui lie les mains. Nous contestons cette interprétation qui va à l'encontre de ce qu'il nous annonçait à son arrivée sur ses possibilités de marges de manoeuvre.

Nous estimons donc qu'il est seul responsable de cette décision et qu'il est inutile qu'il tente de se cacher derrière la DG.

Nous lui avons rappelé qu'il devra désormais assumer seul cette décision quand il tournera dans les services avec sa fausse bienveillance. Il en va de même pour les groupes de travail organisés lorsque les résultats de l'observatoire interne ne sont pas bons.

Estimant que désormais la CSA devenait une mascarade, l'intersyndicale a décidé de quitter la salle en pleine séance, après avoir voté contre.

Nous avons déposé devant le directeur les pétitions en le remerciant de l'attention accordée aux agents.

Nous annonçons dès maintenant que la journée du 10 mai 2024 fera l'objet d'un appel à la grève.